

LE RÊVE ALLEMAND DE LA NATIONAL- SOCIALDÉMOCRATIE

Bodo SCHULZE

*Un Allemand est un homme qui ne saurait prononcer
un mensonge sans y croire lui-même.*

Adorno

Peu avant l'ouverture du mur de Berlin, Freimut Duve, député social-démocrate au *Bundestag*, livra au public français des réflexions qui tirent les conséquences de dix années de gestation nationale en RFA et annoncèrent le chorus patriotique dont Willy Brandt se fera par la suite le maître chanteur. Ainsi prenaient fin les préparatifs idéologiques de la renaissance allemande que le mouvement pour la paix avait appelée de ses vœux. En effet, dès la fin de l'agitation apocalyptique, les langues se délièrent. On n'avait qu'à apprécier ce que Joschka Fischer, futur ministre vert de l'environnement en Hesse, nous dit en affirmant que « l'existence en Allemagne d'un problème d'identité nationale »¹ était la raison d'être des Verts, ou ce que Peter Glotz, idéologue en chef de la SPD, soutient en revendiquant pour la social-démocratie une politique de « patriotisme de gauche »², pour constater que la nation était devenue le cadre référentiel de la politique pacifiste. Quelques années plus tard, Alfred Mechtters-Heimer, spécialiste des questions militaires à l'intérieur de ce mouvement, dit : « Depuis que je m'occupe du désarmement il a toujours été évident pour moi qu'en vérité, il ne s'agit pas d'un débat sur les missiles, mais de la question allemande »³.

Que celle-ci ait changé de qualité, voilà ce que Duve entend démontrer ; qu'elle est restée là même, voilà ce qu'il démontre. Que penser en effet d'un auteur qui, en parlant des citoyens de RDA, s'adresse au public français en ces termes : « Naturellement, ce sont, *comme nous*

1 – *Der Spiegel* du 27 mars 1984.

2 – *ibid.*

3 – Interview avec le quotidien *Tageszeitung* du 9 juillet 1987.

tous (souligné par l'auteur), d'abord des Allemands.» Bévues regrettables, mais somme toute insignifiantes ?

Après avoir intégré les Français à la nation allemande, Duve implore ses lecteurs de bien vouloir croire que « nous », qui sommes « d'abord des Allemands », voulons tout aussi d'abord faire l'Europe, ensuite seulement dépasser « la partition ». Mais quel est, en fait, ce « nous » ? Au nom de qui Duve parle-t-il ? Est-ce au nom « des Allemands » ou plutôt de la « nation allemande » qui ne saurait vouloir l'Europe dès lors qu'un *État-Nation allemand* n'existe nulle part ? Ou bien est-ce au nom des citoyens de RFA dont l'imaginaire qualité d'« allemand » n'entre pour rien dans l'établissement du Marché commun ?

Équivoque savamment entretenue, d'une manière ou d'une autre, par *tous* les hommes d'État de la RFA, même par Genscher, qui estime que le désir de liberté des citoyens de RDA « honore toute la nation », tout en protestant de la validité des accords que la RFA a signés⁴. Difficile à croire pourtant que cette exaltation nationale puisse être réduite à la froide marche de la diplomatie d'intégration européenne. Le double du discours genschérien traduit la double nécessité qui consiste à ne pas heurter les autres pays européens, puisque le Marché commun doit se faire, et à répondre au réveil du sentiment national en RFA.

Double du discours qui permet de jouer sur ces deux registres, celui de la RFA et celui de la « nation allemande », pour rajuster l'équilibre selon l'air du temps.

Si l'« opposition » écolo-pacifiste a remis la « question allemande » sur le tapis de la politique intérieure en RFA, les embellisseurs du nationalisme allemand accèdent aujourd'hui auprès du public étranger réticent la légitimité de cette question. Demain, d'autres continueront un chemin qui promet.

Déjà l'âme allemande, dont la profondeur n'a d'égal que l'horreur qu'elle inspire, se met en ébullition, ruminant ses origines lointaines, hier dans les colonnes du feuilleton littéraire, aujourd'hui dans les commentaires politiques. La communauté de destin maquillée en « communauté d'appartenance historique et culturelle » refait surface. Les citoyens de RFA rejoignent, du moins imaginativement, leur tribu, qu'aucune révolution n'a jamais civilisée et qui, faute d'un territoire

4 – *Le Monde* du 21 octobre 1989.

d'État clairement délimité, se perd dans les ténèbres de l'«histoire» et de la «culture», d'autres diront de la langue, d'aucuns même de la race, cette singulière radicalisation du romantisme politique, avec lequel Duve partage pourtant le bagage idéologique.

À ce sujet-là, Duve est bien d'accord avec Schönhuber⁵, tandis que la distance qui les sépare porte sur les modalités de réalisation étatique de cette communauté. Si Duve se moque de la «question de l'identité», l'imputant implicitement à la droite démocratique et à la droite nationale, il use d'un procédé rhétorique vicieux, lequel consiste à faire intervenir un argument tiré par les cheveux, dans le but de se distinguer par quelque côté de l'adversaire, alors que cet expédient est par ailleurs invalidé à raison du principe du discours. Duve a beau invoquer le fait que «nous vivons de plus en plus dans une culture-collage» consommée par des «citoyens-téléspectateurs» qui habitent une «société mondiale unifiée, parfaitement intégrée», c'est lui qui raisonne en terme d'identité, à savoir celle de la «communauté d'appartenance historique et culturelle». On n'évite pas la chose en refoulant le mot.

À quoi bon cette exaltation communautaire si les nationaux allemands acceptaient «toujours plus la séparation en deux États»? Que restait-il de la communauté allemande sinon cette impénétrable obscurité de l'âme allemande dont on a pu mesurer les capacités destructrices? Ou est-ce parce que les «Allemands» sont tous lecteurs de Goethe et de Hegel?

Or toute identité nationale doit évincer, par quelque procédé que ce soit, la tache indélébile d'Auschwitz. Duve réussit à ne pas en parler, même en traitant de l'identité nationale des Allemands. C'est à cette tâche que bon nombre d'historiens de la RFA ont voué leur travail: évacuer la réalité d'Auschwitz de l'histoire allemande, la «relativiser» ou la rejeter sur autrui, les procédés sont multiples.

Le plus en vogue, parce que plus facile à apprendre, est un procédé de projection qui vise à concentrer tous les maux sur la personne de Hitler. Ainsi le chancelier Kohl emploie volontiers la formule des

5 – Président du nouveau parti d'extrême droite «les Républicains».

« crimes commis *au nom* du peuple allemand »⁶, comme si la machine de guerre et les camps de la mort avaient fonctionné tout seuls.

Et Duve de renchérir que « Hitler comme Bismarck ont fait violence à notre histoire », à l'histoire nationale du « peuple allemand » donc, dont il se fait l'interprète. Dans cette perspective, Auschwitz est doublement mis à l'écart de la vraie histoire allemande. En tant qu'homme d'État de la taille de Bismarck, Hitler n'aurait imprimé la communauté allemande qu'à la manière de celui-ci, à savoir en greffant sur la « structure multiforme et décentralisée » la réalité d'une Grande-Allemagne unifiée et centralisée, détournant « les Allemands » de leur chemin authentique qu'avait tracé Adolf von Knigge, un écrivain du XVIII^e siècle⁷. Aussi Auschwitz n'est-elle pas même inscrit au passif de la comptabilité nationale. Ce ne sont point les juifs qui furent assassinés sur ordre de l'antisémitisme *völkisch* agissant qu'incarnait Hitler ; la vraie victime fut l'« histoire allemande », c'est-à-dire l'imaginaire national de Duve.

Cependant, sur le revers de cette curieuse vision historique se dessine la figure d'un deuxième Hitler, diabolique celui-ci, placé en dehors de l'histoire, et sur lequel Duve rejette toute la responsabilité de la destruction des juifs d'Europe. Et voici que l'histoire se scinde en deux, donnant lieu au Hitler homme d'État « comme Bismarck » qui recouvre la page noire du livre allemand, et à celui qui incarne le diabolique que l'histoire nationale ignore. L'ennui, c'est qu'il n'y avait qu'un seul Hitler, que l'histoire ne se partage point et qu'Auschwitz — il semble

6 – On trouvera un exemple de ce diabolisme dans l'article de Heinz Ruhau, paru dans *Le Monde* du 2 février 1990 : « Après avoir conforté son pouvoir intérieur, Hitler commença sa guerre contre le monde civilisé. » L'éditorialiste du *Nouvel Observateur* semble être du même avis quand il écrit que les Allemands « n'ont pas de chance. Ils ont eu le Kaiser, ils ont eu Hitler, ils ont eu Staline, et, à peine sont-ils un peu plus libres que tout le monde, après quelques tournées de bière et de chansons, a peur d'eux [sic !]. » (*Nouvel Observateur* du 16-22 novembre 1989).

7 – Le plan Kohl va encore un peu plus loin. Il ignore carrément tout ce qui n'est pas fédéralisme dans l'histoire allemande et affirme : « Organisation étatique en Allemagne voulait toujours dire confédération ou fédération. »

la soif des citoyens de RFA — et depuis peu également de ceux de RDA — de discuter la « question allemande » ?

Et Duve de titrer : « Qui pose la question allemande ? », question qui oscille entre la fausse naïveté et le geste du maître qui entend imposer sa volonté : Le « peuple allemand » qui dicte les termes du débat et se défend d'éventuelles questions que d'autres pourraient lui poser, vrai maître de la situation et persécuté imaginaire en même temps.

Alors, n'est-ce pas, conclut Duve, parlant aux Français des tares françaises, oubliant celles de sa tribu à lui : « Ne sommes-nous pas tous déjà, malgré Le Pen, des Européens ? » Malgré Le Pen ! Et Schönhuber ?

Ce tour d'horizon est certes incomplet ; il suffit cependant à mettre en évidence que la résurgence de la « question allemande » n'est nullement l'œuvre de la droite, qu'elle n'est pas de retour depuis quelques semaines seulement. Elle resurgit dans l'histoire du post 67-68, jusqu'à ces maoïstes du KPD, depuis dissous, qui réclamaient une « Allemagne socialiste et unifié », et jusqu'à Dutschke, l'ancien porte-parole anti-autoritaire du mouvement étudiant à Berlin, qui, au milieu des années 70 relança le débat sur la nation dans les milieux de la gauche non-orthodoxe.

Si les formes d'identité collective affirmées par les divers composants de cette mouvance étaient multiples, elles se rejoignirent dans l'« oubli » d'Auschwitz. La question même de savoir si Auschwitz n'interdisait pas toute recherche d'identité collective en RFA aussi bien qu'en RDA, fut refoulée.

Un tel revirement idéologique exigea des auteurs à l'abri de tout soupçon, puisque connus pour leur critique intransigeante du Troisième Reich, réputation qui survécut largement à la réalité qui l'avait fait naître. On ne mesurera jamais assez à quel point, vers la fin des années 70, l'agitation verte-alternative contre la catastrophe écologique et nucléaire supposée imminente a contribué à souder le peuple allemand. Une fois admise la légitimité du principe identitaire, le refoulement d'Auschwitz prit la forme consciente de certaines réflexions sur l'histoire nationale des « Allemands ».

Dans le miroir de la communauté expiante, les citoyens de RFA ont sauvegardé leur qualité de communauté populaire. Faibles après la dernière guerre, ils s'hallucinaient « peuple juif », persécutés par ceux qui refusent d'oublier ; revenus en force, ils projettent ce travestissement vers l'extérieur, là où Duve le cache impudiquement sous la figure de l'homme d'État qui ordonnait l'anéantissement des juifs d'Europe.

Et puis Duve demande de lui faire confiance : « Mais nous avons tiré la leçon de notre histoire. » Certes, mais laquelle ? Il incite « nos amis en France » à regarder autour d'eux : « Ne trouvez-vous pas que vous-mêmes et vos concitoyens êtes fondamentalement différents en 1989 de ce que vous étiez en 1945 ? » A-t-on raison d'extrapoler à partir de sa propre expérience quotidienne la qualité du « peuple allemand » et

qu'il faille le rappeler — en fait partie. Duve a beau le jeter par la porte, il rentre par la fenêtre, et d'une manière qui donne à réfléchir. Dans la perspective de Duve, Hitler est l'intrus, l'étranger qui dénatura le candide peuple allemand dont l'histoire remplit par ailleurs une page de gloire dans l'histoire de l'humanité. Par ses méfaits, engendrés d'un diabolisme tout à fait étranger à l'Allemand, il nous interdit de nous identifier pleinement avec les générations successives de nos ancêtres.

Il s'est donc trompé, cet homme lucide, qui, à la veille d'Auschwitz, présagea que les Allemands ne pardonneraient jamais aux juifs Auschwitz ! C'est leur ancien chef qu'ils inculpent aujourd'hui.

Et là, par une inversion pas si étonnante, à vrai dire, on devine la place que ce personnage issu de l'enfer occupe dans l'imaginaire de Duve, à savoir celle du Juif qui empêcherait le peuple allemand de redevenir peuple, de retrouver cette communauté qui porte le nom de « Volksgemeinschaft », de « communauté populaire » au sens de Le Pen. Pour le dire crûment contre le défunt Strauß : « Un peuple d'une telle performance économique a le droit d'oublier Auschwitz⁸. »

En vérité, cette communauté « inébranlable », comme dit Duve, et j'en frémis, n'a jamais cessé d'exister.

L'après-guerre a vu les citoyens de RFA s'attribuer une « culpabilité collective » bien commode puisqu'elle épargnait à l'individu de se poser la question de la sienne propre tout en conservant le collectif communautaire si cher à celui qui se dit « allemand »⁹. Il n'y a pas jusqu'à observer que, depuis quelques années, les maillots de l'Équipe nationale de football portent à nouveau les couleurs du drapeau de la RFA ; il suffit de regarder autour de soi et d'écouter comment le parler des gens en RFA a évolué.

À gauche du moins, et jusqu'à cette gauche extraparlamentaire qui devait se muer en mouvement alternatif et en parti vert, on n'a jamais employé les termes d'« allemand » ou d'« Allemagne ». On disait tout

8 – Cit. ap. Eike GEISEL, *Lastenausgleich, Umschuldung. Die Wiedergutverdung der Deutschen*, ed. Tiamat, Berlin 1984, p. 20.

9 – Cf. l'essai d'Adorno, « Répondre à la question : Qu'est-ce qui est allemand ? », in Th. W. ADORNO, *Modèles Critiques*, Paris, Payot, 1984, pp. 220-229.

simplement « République fédérale » sans rajouter « d'Allemagne », ce qui traduisait une certaine ouverture d'esprit vers le monde.

Mais la nation revint en force. D'abord imperceptiblement. J'avais trouvé juste un peu bêtes ces gens qui tout à coup découvrirent leur passion du dialecte « alémanique » qu'on parle de l'autre côté du Rhin, face à Colmar. Du folklorisme ! Qui aurait pensé que c'était là un des éléments à partir desquels la « nation allemande » devait se reconstituer, ou plutôt être reconstituée par les citoyens de RFA. Il y avait là, dans ce début du mouvement anti-nucléaire contre la centrale de Wyhl, comme un populisme qui évoque une autre histoire.

Chez eux dans la « Wohngemeinschaft », dans la « communauté qui consiste à habiter ensemble », ces militants étudiants continuèrent leur quête de quelque chose qui plonge ses racines dans la profondeur insondable du fait *d'habiter* ensemble. Ils étaient à la recherche de cette chaleur étouffante qu'ils chérissaient tant dans les rencontres avec les viticulteurs du Kaiserstuhl. Après coup, l'identité nationale ou plutôt *völkisch* apparaît comme la cause finale de cette identification au peuple.

Bientôt une partie des gens issus de 67-68 quittèrent la ville par goût de la vie frustrée du laboureur de la terre. Là déjà, on avait du mal à ne pas faire des rapprochements avec certains mouvements pendant la République de Weimar.

Mais d'autres demeuraient en ville, y découvrant les bienfaits du principe alternatif de « vivre et travailler ensemble et en même lieu ». L'heure était à l'expérimentation de la vie en communauté répressive, en communauté de nécessité dont la terreur incita plusieurs personnes au suicide. Depuis, les collectifs alternatifs ont retrouvé la routine capitaliste.

D'autres encore étaient déçus du prolétariat et s'inventèrent la « politique à la première personne », la politique du « moi, je... ». Joschka Fischer qui, avant d'être ministre vert de l'environnement en Hesse, fut *sponti*¹⁰ en chef à Francfort, et qui signa pour cette marque déposée des autonomes de la première heure, devait transformer, à l'instar

10 – Abréviation courante, désignant le courant « spontanéiste » du mouvement allemand au début des années 70.

de Barrès, son Moi-Je en Moi-Nation, en réhabilitant Ernst Jünger, le poète nazi, auquel la ville de Francfort avait décerné le prix Goethe. Vint alors l'« automne allemand » de 1977. Là, la « gauche extraparlamentaire » eut peur, et avec raison. Mais il ne fallait pas pour autant en perdre la tête. Cependant, moyennant un véritable débat sur Ernst Bloch, une fraction de cette gauche trouva le chemin de la *Heimat*, du clocher natal, par une lecture intéressée qui fit passer l'idée d'enracinement pour l'ailleurs révolutionnaire, cette Heimat au sens de Bloch. Quelques années plus tard, certains se réconcilieront avec leurs parents qu'ils avaient tant critiqués en 67-68 pour leur silence et leur connivence avec le régime national-socialiste.

Alors, on pouvait entendre une approbation universelle, que seules quelques voix perdues dérangèrent, quand le « peuple allemand » se dressa contre la modernisation des forces militaires des États-Unis stationnées en RFA qui « coloniseraient l'Allemagne », une idée qui a fait son chemin puisque Egon Bahr, l'un des auteurs sociaux-démocrates de l'Ostpolitik, plaint l'Allemagne pour être le « fellah » collectif des alliés.

La nation se réveilla en découvrant qu'elle était occupée, déchirée en deux. Aussi les Verts, portés au parlement fédéral par l'agitation populiste, entendirent être ni de gauche ni de droite, mais à l'avant, là où se situe la réconciliation des citoyens de RFA avec leur histoire nationale.

En dehors de toute considération en matière de *Realpolitik*, de construction d'un marché commun pour affronter la concurrence des États-Unis et du Japon, la contestation de Yalta traduit un sursaut de souveraineté qui, loin de reposer sur un manque réel de souveraineté de la RFA, exalte celle de la « nation allemande ». Qu'on me montre un seul citoyen de RFA dont la vie ou la propriété soient entamées par les accords de Yalta !

C'est ainsi que se préparait l'« esprit » public qui rendit possible, et s'en trouvait renforcé, la poignée de main de Kohl et de Reagan sur les tombes des SS à Bitburg en mai 1985. Les SS ? De simples divisions d'armée ! Où fut le tollé public en RFA à ce moment ?

Le sérieux de la « querelle des historiens » aidant, l'esprit général en RFA prit une mauvaise tournure. On n'a qu'à juger d'après l'effort que déploient les hommes d'État de la RFA à rassurer l'étranger.